

**Puccini, Paola ; Kirouac Massicotte, Isabelle (éds.) (2016). *Langue et pouvoir*. Bologna : I libri di Emil, 128 pp.**

Sara Del Rossi  
(Uniwersytet Warszawski, Polska)

Le binôme thématique langue/pouvoir est central dans le contexte de la société québécoise, d'autant plus que, depuis la Charte de la langue française (1977), l'État du Québec se propose de « légiférer » (9) sur la question de la langue, comme l'affirment Paola Puccini et Isabelle Kirouac Massicotte dans l'introduction aux actes du colloque *Langue et pouvoir*, organisé par le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CISQ). L'ouvrage se propose de réfléchir autour de ce thème double, du XIXe siècle à nos jours, à partir de plusieurs points de vue et à travers une approche multidisciplinaire qui a sa base dans la linguistique et la sociologie.

La contribution de Nadine Vincent, « L'élite du Québec à l'assaut du français québécois : 150 ans de dénigrement dans la presse écrite », peut être considérée comme une traversée historique de l'évolution des rapports entre la langue et le pouvoir au Québec. L'auteure compare les discours sur la langue française dans la presse québécoise du XIXe au XXIe siècle, en soulignant que le contexte sociopolitique est indissociable de la question linguistique. Avant de procéder à l'analyse du corpus, elle donne un court mais essentiel survol de l'histoire de la construction identitaire au Québec par rapport à la langue française. Cet excursus historique et sociolinguistique permet de comprendre le choix de la moitié du XIXe siècle comme point de départ de l'analyse, c'est-à-dire la période successive à l'Union Act (1840), la constitution qui sanctionne l'assimilation politique et linguistique des francophones. À l'insécurité identitaire correspond une insécurité linguistique, à laquelle les lettrés de l'époque s'opposent avec une « chasse aux particularismes » (57) du français canadien, afin de faire primer la pureté linguistique et la standardisation, censées être les seuls outils pour combattre l'annihilation identitaire. Vincent remarque aussi que le même processus se retrouve chez les intellectuels québécois de nos jours qui, dans une période d'inquiétude politique, cherchent à endiguer l'anglicisation massive du français québécois à travers un retour au purisme et à la standardisation linguistique.

Le thème de la correction de la langue et de sa standardisation est au centre de l'article de Wim Remysen « 'La science des mots n'est pas forte à la *Minerve* et au *Canada*' : l'idéologie du standard et le pouvoir de la norme dans le journal montréalais *Le Pays* (1852-1871) ». À partir des études sociolinguistiques de Norman Fairclough et Lesley et James Milroy sur la standardisation linguistique et le lien avec le pouvoir, Remysen s'interroge sur les modalités de discréditation de l'adversaire politique à travers la dépréciation linguistique qui a eu lieu au XIXe siècle dans les pages du journal montréalais *Le Pays*. L'analyse souligne le rôle essentiel des médias dans la divulgation de l'idéologie dominante, qu'elle soit politique ou linguistique, mais surtout l'importance capitale de la maîtrise de la langue pour l'inclusion dans les débats politiques et sociaux, en particulier dans un contexte d'insécurité identitaire et politique comme celui du Québec au XIXe siècle.

Le rapport entre maîtrise de la langue et crédibilité se retrouve aussi dans l'article d'Annette Boudreau « Idéologie du standard et construction de la différence au Canada : le bilinguisme de Claudette Bradshaw et Justin Trudeau ». Après avoir illustré les caractéristiques qui définissent le concept d'idéologie linguistique à l'aide des théories de Paul Kroskrity, sans toutefois oublier d'autres noms importants de l'anthropologie linguistique, l'auteure observe les diverses réactions de la presse aux pratiques linguistiques de deux politiciens : Claudette Bradshaw et Justin Trudeau. Le but est de montrer que la façon de parler est un facteur de discrimination sociale réel, mais socialement et universellement accepté. L'auteure se concentre en particulier sur la question de l'accent chez les deux sujets bilingues, dont elle présente l'*habitus* (Bourdieu), et sur les réactions du public, en particulier les journalistes, face au « savoureux accent acadien » (82) de Bradshaw et à celui de Trudeau, considéré par ses adversaires comme un « cégépien anglophone » (83). Les résultats des considérations publiques montrent que les médias et leurs agents sont des vecteurs portant des idéologies linguistiques, tout comme les linguistes et d'autres spécialistes de la langue. Boudreau confirme le lien indissociable entre usage fautif de la langue et crédibilité, lien qui dépasse le niveau linguistique et normatif, pour aboutir aux sphères politiques et sociales.

Le rapport langue-politique-société est repris aussi par la contribution d'Isabelle Kirouac Massicotte, « Questions de féminisation linguistique : son application dans les discours féministes contemporains au Québec ». L'auteure se propose de vérifier les théories de Pierre Larrivée, selon qui la gauche serait plus favorable à la féminisation linguistique, à travers l'étude comparée des techniques de féminisation dans trois discours politiques de trois factions différentes de la gauche au Québec, de celle plus modérée à celle plus extrémiste. Après une première partie consacrée à la présentation de diverses techniques possibles, l'auteure se penche sur l'analyse du corpus choisi : *Le mal du pays* (2012) de Lise Payette, *De co-*

lère et d'espoir (2011) de Françoise David et le manifeste *Nous sommes avenir* (2012) de l'association étudiante CLASSE. Les trois textes ont été rédigés par des femmes, exception faite pour le manifeste qui est un fruit de la collectivité. L'analyse prend en considération les extraits où la féminisation a été opérée, en observant quelles techniques ont été choisies et leur valeur d'un point de vue sociolinguistique. Cette stratégie d'analyse a permis à Kirouac Massicotte de confirmer les théories de Larrivée sur la correspondance entre progressivité linguistique et progressivité idéologique, mais aussi de donner une vue d'ensemble utile des stratégies de féminisation, qui permet sans doute la familiarisation avec ces pratiques, surtout pour un public peu habitué.

L'étude de Cristina Brancaglione, « 'Notre vocabulaire et le Dictionnaire de l'Académie française' : l'attraction de l'autorité normative française au Québec au début du XXe siècle », explore les relations entre l'Académie française et la Société du parler français au Canada (SPFC). L'auteure prend en considération l'évolution des rapports entre ces deux institutions en analysant un corpus d'articles parus sur le *Bulletin du parler français au Canada*, l'organe de diffusion du SPFC. Dans un premier temps, les contacts entre les deux organes sont « respectueux et complaisants » (40) : d'un côté les jeunes Canadiens voient dans ce rapport une possibilité unique pour s'affirmer et cèdent souvent à l'obséquiosité ; de l'autre côté, le monstre sacré français se plaît de son jeune admirateur et le flatte et l'encourage dans sa « lutte contre l'anglicisme » (38), jusqu'à justifier les canadianismes abondants en soulignant leur origine bretonne et normande. Pourtant, le rôle de « mère » (39) et « sœur » (39) protectrice revêtu par l'Académie s'affaiblit de plus en plus ; en effet, les quarante immortels perdent leur aura de sacré au fur et à mesure que les Canadiens bâtissent leur identité linguistique, incapables de comprendre et accepter les évolutions et les créations lexicales du nouveau continent. Brancaglione souligne, enfin, comment la SPFC a joué un rôle essentiel pour l'autonomisation et la légitimation du français québécois dans la lutte pour se libérer de sa « double insécurité » (47) : le fait d'être une minorité au sein du Pays, mais aussi sa condition de français dit vernaculaire.

L'ouvrage se termine par la contribution littéraire de Marco Modenesi « 'Le passé ne s'arrête jamais'. Langue et pouvoir chez Jacques Poulin ». L'écrivain québécois est notamment très attentif à la question de la langue, qui est omniprésente dans toute son œuvre, que ce soit sous forme de personnages strictement liés à la langue (écrivain, traducteur, bibliothécaires, etc.) ou tout simplement à travers son évocation dans les discours et dialogues. Toutefois, comme l'affirme Modenesi, Jacques Poulin n'a jamais brillé pour son militantisme, au contraire de ses collègues protagonistes des débats linguistiques depuis les années '70, il suffit de citer Michèle Lalonde et son poème *Speak White* pour l'affranchissement de la domination de la culture anglaise et de sa langue. Grâce à l'analyse attentive

de trois romans de Poulin – *Chat sauvage* (1998), *L'anglais n'est pas une langue magique* (2009) et *L'Homme de la Saskatchewan* (2011) – Modenesi réussit à mettre en exergue la subtile dénonciation du romancier québécois à propos du « binôme dominant/dominé » (114) et des préjugés sur la langue française.

Le colloque organisé par le CISQ est l'épreuve que la thématique langue/pouvoir est toujours actuelle et qu'elle intéresse plusieurs champs d'étude. Les contributions présentées offrent un tableau de la société et de la culture québécoises du XIXe siècle à nos jours et analysent et approfondissent la question langue/pouvoir sous diverses perspectives. L'ouvrage est sans doute adressé à un public spécialisé, toutefois les survols historiques et méthodologiques permettent aux néophytes aussi de s'en approcher. De plus, les cas hétérogènes sont quand même liés par une forte cohérence, qui empêche de tomber dans « le piège d'un militantisme aveugle » (127), mais qui donne, au contraire, des pistes de réflexions et des méthodologies qui peuvent être appliquées et approfondies aussi dans d'autres contextes de minorité linguistique.